

Vorwort = Préface

Autor(en): **Preiswerk, Roy**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft**

Band (Jahr): **15 (1975)**

PDF erstellt am: **20.10.2021**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

VORWORT/PRÉFACE

La science politique est encore une discipline très jeune. Les politologues n'ont pas la possibilité de s'appuyer sur des traditions séculaires comme le font leurs collègues juristes, historiens ou économistes. C'est peut-être une des raisons pour laquelle ils ressentent périodiquement le besoin de faire le point, d'établir l'inventaire des travaux en cours, de réévaluer ce qui semble acquis. C'est exactement ce que l'Association suisse de science politique s'efforce de faire au moment où paraît le volume 15 de son *Annuaire*. Rappelons toutefois que les volumes 8 (1968) et 10 (1970) sont en grande partie consacrés à l'état de la science politique en Suisse et dans d'autres pays.

Le présent volume montre bien que le domaine de recherches couvert par ceux qui se réclament de la science politique est extrêmement vaste. D'ailleurs, les frontières de cette discipline ne sont pas précises et ne peuvent, à notre avis, l'être. La manière dont on veut délimiter la science politique de la sociologie politique, par exemple, est éminemment arbitraire et dépend plus de la vision particulière d'un chercheur qui se définit dans „l'espace" scientifique que d'exigences précises d'ordre épistémologique. Mais il serait faux de considérer cette indétermination relative des frontières de la science politique comme un malheur: au nom de quel principe supérieur faudrait-il imposer des limites rigides à chaque discipline? Ne risque-t-on pas d'enfermer les chercheurs dans des domaines trop étroitement délimités et de les contraindre ainsi à une spécialisation qui peut mener à la stagnation intellectuelle, même si elle impressionne par la multitude des données accumulées?

A la lecture de ce volume, il peut sembler que la Suisse est en train de combler son retard en matière de documentation sur sa vie politique. C'est vrai que toute une série d'études, parmi celles qui sont mentionnées, apportent des éléments d'information jusqu'alors inconnus. Mais il faut bien reconnaître que, compte tenu des données qu'il serait désirable et possible d'obtenir, l'effort entrepris est encore largement en-dessous des moyens de notre pays. Les auteurs des différents chapitres sont bien placés pour relever les lacunes assez considérables dans la recherche actuelle. Est-ce le manque de perspicacité ou de volonté des chercheurs, actuels ou potentiels, qui explique cette situation? Ou est-ce la réticence, parmi ceux dont le devoir est de promouvoir la recherche, à soutenir des disciplines scientifiques ayant pour objet l'étude de la société contemporaine?

Il est frappant de constater à quel point la science politique suisse s'est engagée sur la voie de la recherche empirique, sous l'influence directe de la science politique américaine. Certains diront que cette affirmation n'est qu'une tautologie, car il ne saurait y avoir science sans recherche empirique. C'est vrai, et nous venons d'ailleurs de saluer comme un acquis valable l'accumulation de

données rendue possible grâce à cette orientation de la recherche. Mais en même temps, il faut se rappeler qu'une science ne s'épuise pas dans le „data-gathering” et qu'elle ne s'immunise pas grâce à lui contre les jugements de valeurs et les idéologies sous-jacentes, malgré ce qu'en disent les positivistes. L'empirisme est utile (il procure des données) en même temps qu'il est rassurant (le chercheur s'entoure d'une auréole scientifique). Mais il ne saurait constituer le seul avenir possible de la science politique. Une science doit assumer le poids de la réflexion épistémologique et non pas la refouler ou la laisser aux philosophes. Cela signifie concrètement que le chercheur doit expliquer le choix de son objet d'étude, se situer par rapport aux diverses écoles établies en matière de théorie de connaissance, justifier le choix de concepts et d'hypothèses, mesurer les conséquences sociales du produit de la recherche. Il est intéressant de noter à cet égard que c'est dans le volume de *l'Annuaire réservé aux jeunes chercheurs suisses* (vol. 13, 1973) que cette problématique prend pour la première fois une place quasiment dominante.

L'apparition d'approches nouvelles, tels la „peace research” en Europe ou les „world order studies” aux Etats-Unis, est en partie dûe au fait que la science politique est trop marquée par une épistémologie positiviste et une méthodologie empiriste. Arrivera-t-elle à relever ce défi ou sera-t-elle dépassée par ces nouvelles approches? L'avenir le montrera. Nous souhaitons simplement que l'inventaire présenté dans ce volume fournisse l'occasion d'un débat vif et fructueux sur trois questions au moins: Quelles lacunes la science politique suisse doit-elle combler dans un avenir rapproché, quels ponts doit-elle jeter vers d'autres disciplines et quelle ouverture est-elle capable d'avoir sur l'examen des fondements idéologiques et épistémologiques de ce qu'elle affirme?

Roy Preiswerk

Président de l'Association Suisse de science politique